

Droit administratif général

Leçon IV – MTD ©

Des sources
internationales
& européennes
du Droit administratif



Attention !

Ce document est réservé aux étudiant.e.s des groupes IV-V de 2^{ème} année de Licence en Droit Administratif général de l'Université Toulouse 1 Capitole.

Il n'est pas libre de droit(s) et a été réalisé à des fins scientifiques et pédagogiques par le pr. Touzeil-Divina dans le cadre du cours magistral précité.

Le diffuser sans autorisation entraînera des poursuites.



Section 1 : Des sources internationales du Droit administratif

§1. Rappels élémentaires

- A. De la hiérarchie des normes
- B. De la place du droit international



CE, Ass., 30 mai 1952, Dame KIRKWOOD

CE, Ass., 03 juillet 1996, KONÉ

CE, Ass., 30 octobre 1998, SARRAN & LEVACHER

CE, Ass., 18 décembre 1998, SARL du parc d'activités de Blotzheim

CE, 03 décembre 2001, Syndicat national de l'industrie pharmaceutique

Section 1 : Des sources internationales du Droit administratif

§1. Rappels élémentaires

C. Conséquences des positions du Conseil constitutionnel

CC, 15 janvier 1975, *I.V.G.*

CC, 21 octobre 1988, *Elections dans la 5ème circ. Du Val-d'Oise*

CC, 10 juin 2004, *Confiance dans l'économie numérique*

CE, Sect., 01 mars 1968, *Synd. général des fabricants de semoule de France*



Couscous
Fabriqués
avec les meilleurs
blés d'Algérie
RICCI
BLIDA ALGERIE

Section 1 : Des sources internationales du Droit administratif

§1. Rappels élémentaires

C. Conséquences des positions du Conseil constitutionnel

CE, Sect., 01 mars 1968, Synd. général des fabricants de semoule de France

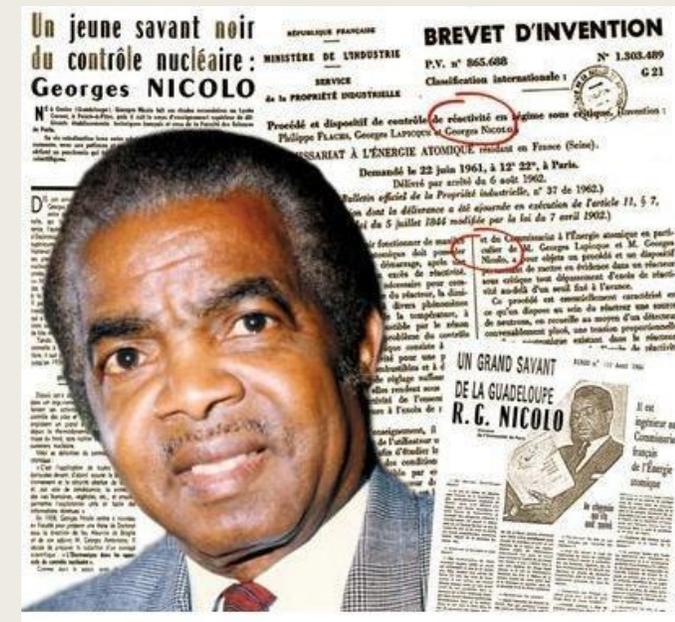
Cass., mix., 24 mai 1975, Société des cafés Jacques VABRE
CJCE, 09 mai 1978, Sté Simmenthal

CE, Ass., 20 octobre 1989, Raoul Georges NICOLO

CE, 24 septembre 1990, BOISDET

CE, 21 décembre 1990, Confédération nationale des assoc. famil. catho.

CE, Ass., 28 février 1992, Rothmans & Sté Arizona (2 arrêts)



§2. Droits international & administratif

A. L'invocabilité du droit international



« Les traités ou accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication, une autorité supérieure à celle des lois, sous réserve, pour chaque accord ou traité, de son application par l'autre partie ».

§2. Droits international & administratif

A. L'invocabilité du droit international

CE, Ass., 05 mars 2003, AGGOUN

CEDH, 12 février 2003, CHEVROL c. France

CE, Ass., 09 juillet 2010, Docteur CHERIET-BENSEGHIR

CE, Ass., 11 avril 2012, G.I.S.T.I. & F.A.P.I.L.

CE, 27 octobre 2015, ALLENBACH & alii

gisti, groupe
d'information
et de soutien
des immigrés

§2. Droits international & administratif

B. La primauté discutée du droit international

CE, Ass., 30 mai 1952, Dame KIRKWOOD

CE, 06 janvier 1852, Femme du Sultan c/ Melinaki KARAMANLIS

CE, Ass., 31 mai 2016, Mariana GONZALEZ-GOMEZ

CE, 27 octobre 2015, ALLENBACH & alii

C. La place de la Constitution

CJCE, 15 juillet 1964, COSTA c. E.N.E.L.

CE, Ass., 30 octobre 1998, SARRAN & LEVACHER

CE, 03 décembre 2001, Syndicat national

de l'industrie pharmaceutique

CE, Ass., 08 février 2007, Sté Arcelor

Section 2 : Des sources européennes du Droit administratif

§1. Des droits européens

A. Spécificités européennes ?

CJCE, 05 février 1963, VAN GEND EN LOOS
CJCE, 15 juillet 1964, COSTA c. E.N.E.L.



Section 2 : Des sources européennes du Droit administratif

§1. Des droits européens

B. UE, CEDH & UER



EURO  **vision**
SONG CONTEST
ROTTERDAM 2021



Section 2 : Des sources européennes du Droit administratif

§1. Des droits européens

C. Des Traités aux PGD

CE, Ass., 06 juin 1997, *Aquarone*

CE, Sect., 23 octobre 1987, *Société Nachfolger*

CE, 28 juillet 2000, *PAULIN*

CE, 03 décembre 2001, *Syndicat national de l'industrie pharmaceutique*



§2. Des spécificités des directives européennes

- A. Une spécificité européenne du droit dérivé
- B. Selon la CJUE
- C. Selon le Conseil d'État



CJCE, 09 mai 1978, *Sté Simmenthal*

CJCE, 04 décembre 1974, *Yvonne VAN DUYN c/ Home Office*

CE, Sect., 23 juin 1995, *Sté. Lilly France*

CE, Ass., 28 février 1992, *Rothmans & Sté Arizona (2 arrêts)*

CE, Ass., 22 décembre 1978, *Daniel COHN-BENDIT*

CE, Ass., 30 octobre 2009, *Emmanuelle PERREUX*



